

Journée exploratoire

Les nouveaux modèles économiques : vers une déconnexion du revenu/travail ?

Jeudi 23 avril 2015 – 9h00 / 16h00
Cap Digital - 14, rue Alexandre Parodi - 75010
Paris

DOSSIER DU PARTICIPANT

Tout comme la machine à vapeur a changé le monde du XVIIIème siècle ou l'électricité celui du XIXème siècle, l'évolution technologique va entraîner des évolutions majeures dans le monde du XXIème siècle. L'élément nouveau, c'est qu'il ne s'agit plus d'une seule technologie de rupture, mais d'un faisceau d'innovations dans des domaines aussi porteurs que les Nanotechnologies, Biotechnologies, technologies de l'Information et sciences Cognitives (NBIC) ainsi que la Génomique et la Robotique (GRIN). Chaque spécialité emprunte aux autres.

Toute rupture technologique modifie en profondeur la nature du travail. Or celle qui s'annonce, avec une ampleur que l'on peine aujourd'hui à mesurer, va provoquer un bouleversement tel qu'il est susceptible de remettre en cause la notion même de travail. Quant à la notion d'emploi, elle se transforme également. On peut être tour à tour – voire simultanément – entrepreneur, salarié, expert, indépendant, étudiant.

Si l'équation « progrès technique = plus d'emplois » se révèle erronée au moment où les économistes mettent à douter du retour de la croissance et à questionner la capacité de l'innovation technologique à créer emploi et prospérité, quelle est la capacité de la société à se réformer en protégeant son modèle social ?

Table des matières

Qu'est-ce que la SFdP ?	3
Pourquoi ?	3
Une journée organisée en partenariat avec.....	4
Retours sur les trois concepts interrogés	5
Le progrès technique	5
Le concept du travail.....	6
Le concept de revenu.....	7
Programme	8
Introduction générale des travaux.....	8
Table ronde « COMPRENDRE ».....	8
Table ronde « ANTICIPER »	10
Table ronde « PROPOSER ».....	11
Conclusion.....	12

Qu'est-ce que la SFdP ?

Le 5 décembre 2013, l'Assemblée Constituante de la Société Française de Prospective a réuni à l'Unesco plus de 60 personnes (professionnels, institutionnels et sympathisants de la Prospective, ...) qui ont débattu des statuts et procédé à l'élargissement du Conseil d'Administration. Insistant sur la nécessité en France d'un croisement des acteurs de la prospective et sur l'indépendance requise de la Société Française de Prospective, les participants présents ont formulé le souhait que l'association soit :

- en complément de ses missions définies par les statuts, un lieu de **créativité, innovation et design du futur**,
- une **force de proposition** vis-à-vis des acteurs publics et privés, qu'ils soient ou non engagés dans des démarches de prospective.

Pourquoi ?

Le 20 mars 2013 —à l'initiative d'un collectif d'amis et d'acteurs de la prospective investis dans les structures (OIPR, Geistel, Territoires du Futur,...) créées par notre confrère décédé, Guy LOINGER— se tenait au CNAM le séminaire *Printemps de la Prospective*.

De nombreux participants ont exprimé à cette occasion le souhait de renouveler un tel événement. Car celui-ci a permis la rencontre et l'échange entre des prospectivistes issus d'horizons divers —engagés à titre professionnel ou en tant que sympathisants, issus des universités, du monde du conseil, des institutions publiques, des collectivités territoriales et des entreprises— contribuant ainsi à décroquer les approches. Le temps nous a alors semblé propice pour, au-delà de la reconduction du *Printemps de la Prospective*, proposer la création d'un espace commun de la prospective française, destiné à répondre de manière pérenne à cette aspiration commune de dialogue et d'avancées. C'est pourquoi nous avons posé les bases d'une **Société Française de Prospective**, avec pour objectifs de :

- Constituer une **société savante** en charge de faire avancer le domaine de la prospective de manière scientifique et reconnue, à l'intersection des savoirs pratiques et académiques,
- Agir en vue de la **reconnaissance des prospectivistes** en tant que professionnels et pour le développement de la qualité des travaux de prospective,
- Permettre le **renouvellement de la pensée prospective française**, tant dans ses concepts et méthodes, que dans ses champs d'application et pratiques, afin de renforcer l'identification des enjeux émergents auxquels seront de plus en plus confrontés pouvoirs publics et privés, et de favoriser la mise en œuvre de solutions nouvelles,
- **Mettre en réseau les différents acteurs et métiers** de la prospective, dans une perspective pluraliste, interdisciplinaire et internationale, afin de favoriser l'échange de savoirs et le partage de ressources.

Source : <http://www.societefrancaisedeprospective.fr/sfdp/>

Une journée organisée en partenariat avec

Cap Digital

Cap Digital est le pôle de compétitivité et de transformation numérique. Il regroupe 900 adhérents : 787 PME, 59 ETI/GE/EPIC, 77 écoles et universités ainsi que 14 investisseurs en capital. Cap Digital œuvre à faire de la Région Île-de-France l'une des références mondiales du numérique, tant d'un point de vue industriel que stratégique. Le développement de la R&D, la croissance des entreprises, la mise en réseau de ses adhérents et leur promotion à l'international sont autant de missions pour soutenir la créativité et la compétitivité de cet important secteur industriel. Avec en moyenne 280 projets de R&D reçus chaque année, dont 140 labellisés et 76 financés, Cap Digital a soutenu plus d'1,2 Milliard de recherche et développement depuis sa création dont plus de 530M€ d'aides publiques. Cap Digital organise le festival Futur en Seine, rendez-vous mondial annuel des forces vives de la création, de l'innovation et de l'économie numérique désireuse d'exposer, rencontrer, débattre, d'exprimer et de partager une vision du futur avec le grand public.

www.capdigital.com - www.futur-en-seine.paris

Metis

Créé en octobre 2006, Metis est un journal en ligne, engagé, indépendant, financé par le soutien de ses abonnés. Son projet est de contribuer au débat nécessaire que suscitent les mutations qui affectent le monde du travail en Europe. Parce que les questions du travail sont au cœur de la vie démocratique, Metis pense qu'elles conditionnent la reprise du projet européen et la constitution d'une Europe sociale. Diversité des regards mais aussi éclairage de perspectives communes caractérisent les analyses, les opinions qui traitent de l'actualité des conditions du travail, des relations collectives, de la protection sociale ou des évolutions qui affectent l'emploi et le système productif, en France comme dans les différents pays européens, voire au-delà. La rédaction du journal est composée de journalistes, de chercheurs, d'experts, de syndicalistes, provenant des quatre coins de l'Union.

www.metiseurope.eu

Retours sur les trois concepts interrogés

Le progrès technique

L'entrée dans l'ère du numérique

La journée exploratoire du 23 avril 2015 de la Société française de Prospective est consacrée aux conséquences de la transformation de la notion même de « travail » sur le lien revenu-travail. Avant d'entrer dans cette réflexion, il n'est pas inutile de dessiner le paysage, d'identifier les éléments de contexte qui caractérisent la révolution du numérique, et dont l'impact va être structurant sur l'évolution de notre société. Dans cette introduction, l'accent est mis sur quatre des principaux piliers de la transformation numérique.

La dématérialisation : le passage au numérique, amorcé avec la numérisation des médias, de l'information, s'étend à tout ce qui peut être potentiellement dématérialisé, toute fonction potentiellement remplaçable par un logiciel qui va s'exécuter sur un ordinateur ou un smartphone. Etape ultime, la numérisation des connaissances, via l'intelligence artificielle, et des algorithmes qui peuvent rivaliser avec un expert humain dans des opérations de diagnostic par exemple.

La connectivité : tout communique avec tout dans des proportions inédites, les personnes entre elles, individuellement ou dans des communautés sociales, les objets avec les individus, les objets avec d'autres objets, des objets qui « augmentent » les capacités du corps humain avec d'autres objets ou avec des humains ... Notre monde est un réseau.

La désintermédiation des acteurs traditionnels : lorsque toute information, tout contenu, toute connaissance est numérisée et accessible en réseau, les organisations économiques en « silos » (depuis le producteur d'un bien ou service, le distributeur, le consommateur) sont systématiquement déstabilisées par des nouveaux entrants qui viennent s'intercaler dans cette chaîne, avec une proposition de valeur basée sur une vision transverse : comparaison ou agrégation des offres, choix des meilleurs prix, proposition d'offres complémentaires, places de marché. L'économie numérique est une économie de plateforme, dominée par quelques géants mondiaux (les GAFAs)¹, dans laquelle le logiciel est au cœur d'un nouveau partage de la valeur, et pousse ses ramifications dans des directions multiples (transformation des objets possédés en support de services partagés, travail gratuit des individus, transformation du temps en monnaie d'échange...)

Les données massives : elles irriguent l'économie numérique. Si toutes les entreprises entrent ou vont entrer dans l'ère du big data, ce sont dans des secteurs très emblématiques comme la médecine par exemple, que les avancées sont les plus spectaculaires : l'ère du big data y signifie l'ère d'une médecine personnalisée, utilisant le décodage rapide du génome humain, et de plus en plus prédictive.

A l'ère de l'économie numérique, les ruptures proviennent tout autant de la capacité à trouver un nouveau modèle économique que de l'innovation technologique. Cette dynamique d'une économie de la donnée semble ne pas avoir d'autres limites que celles que les individus ou citoyens voudront marquer, dans leur inquiétude face au risque d'une surveillance généralisée.

Françoise COLAITIS

¹ GAFAs : Google, Apple, Facebook, Amazon les quatre grandes firmes américaines (nées dans les dernières années du XXe siècle ou au XXIe siècle sauf Apple créé en 1976) qui dominent le marché du numérique, parfois également nommées les Big Four.

Le concept du travail

Le terme de « travail » est polysémique et, comme de nombreuses notions, il a pris des significations extrêmement différentes selon les époques. Selon les travaux philosophiques et ethno-anthropologiques (textes de Platon, Aristote, Hannah Arendt, André Gorz, Jean-Pierre Vernant), le monde grec avait une vision négative du travail, activité nécessaire à la survie physique de l'homme mais dénuée de toute dignité sociale, réservée aux femmes et aux esclaves. Le travail, c'est l'ensemble des efforts nécessaires pour simplement reproduire la force physique, pour pourvoir aux besoins de la vie. Le travail n'est pas envisagé dans la perspective du producteur, comme l'expression d'un même effort humain créateur de la vie sociale.

La valorisation du travail va de pair avec la croyance qu'il est une activité essentielle de l'homme et une source essentielle de lien social. Elle apparaît beaucoup plus tard et seulement dans certains pays. Aux XVIIe et XVIIIe siècles se développent un certain nombre d'idées majeures autour des découvertes scientifiques et philosophiques et dans le nouveau champ de réalité qui apparaît avec l'économie. Les rapports de production de type marchand vont peu à peu se séparer des autres rapports sociaux. Le travail est conçu comme ce grâce à quoi l'homme se découvre, s'approfondit, se réalise (en s'opposant à un donné extérieur, à la nature). Le travail est la médiation qui permet à l'homme de transformer la nature et de se transformer lui-même. Le travail est la source de toute culture et de toute richesse. Cette acception contribue à instaurer, dans les représentations du XIXe siècle, le travail en valeur cardinale de l'activité humaine. Le travail devient une marchandise que chacun doit en théorie pouvoir vendre comme il l'entend à travers des contrats librement consentis.

Lorsque nous parlons de travail aujourd'hui, c'est donc de cette activité rémunérée et exercée en vue d'une rémunération que nous évoquons. Si l'on veut se référer à la notion de « réalisation de soi », il vaut peut-être mieux utiliser le terme d'œuvre, car l'histoire montre que dans le discours qui date du XVIIIe et du XIXe siècle, on n'a jamais songé à associer travail et épanouissement. Si en revanche, on veut parler de façon générale des diverses activités, rémunérées ou non, auxquelles l'homme peut se consacrer, alors il vaut sans doute mieux employer le terme d'activités. Quant au terme « emploi », il appartient à un registre encore différent. C'est la matérialisation en quelque sorte, la localisation par un statut, un contrat, une classification de l'exercice d'un travail.

Le travail facteur de production (18ème siècle), le travail-essence de l'homme (début 19ème), le travail pivot de la distribution des revenus, des droits et des protections caractéristiques de la société salariale (fin 19ème), autant de dimensions contradictoires qui coexistent et fondent la diversité des interprétations du travail et des conflits sur la définition du travail.

Le travail demeure un élément de structuration tant au niveau individuel que collectif, mais ses contours se brouillent et ses conditions d'exercice se dégradent dans de nombreux secteurs. S'il on n'assiste pas à la « fin du travail » comme l'affirme Jeremy Rifkin, la redéfinition de sa place dans la société et de son rôle au sein de la collectivité s'imposent. Que signifie-t-il aujourd'hui et comment il s'insère dans la société que nous souhaitons bâtir.

Christine AFRIAT

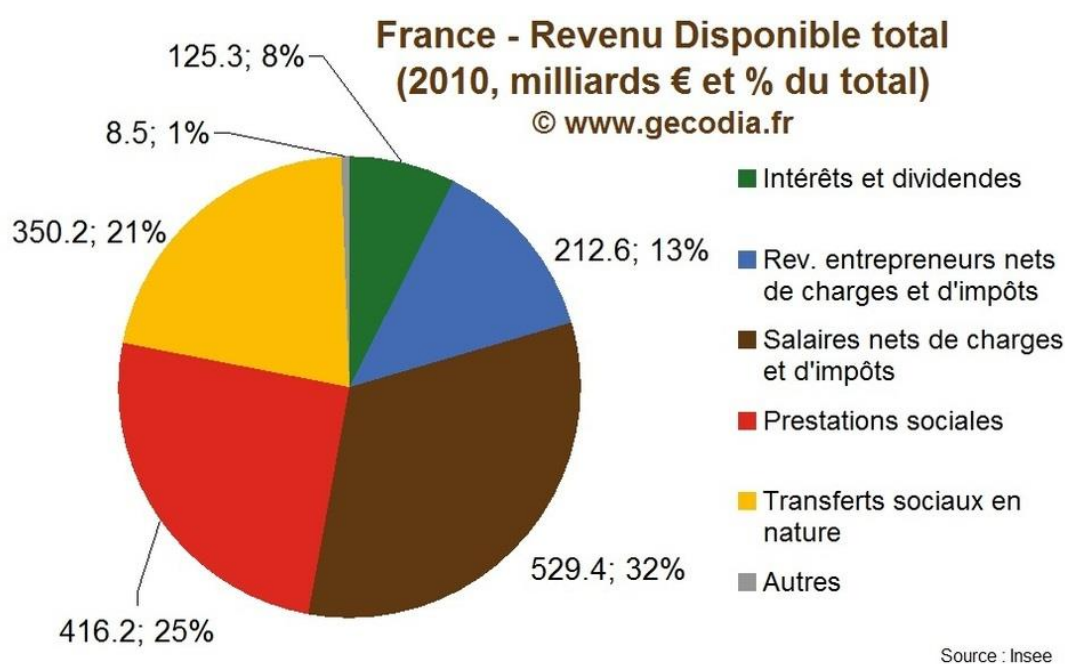
Le concept de revenu

Le revenu d'une personne est le montant financier qu'elle tire de ses activités. On distingue traditionnellement trois grands types de revenus.

Les revenus du travail sont composés des salaires ou honoraires perçus et des bénéfices réalisés sur des activités commerciales ou non.

Les revenus du capital résultent du placement de valeurs mobilières (intérêts, dividendes) ou du rendement de biens immobiliers (loyers, ventes).

Enfin, on distingue dans les revenus de transfert les prestations sociales issues des transferts publics (allocations, indemnités, pensions...) et les transferts privés, qu'ils soient d'ordre familiaux ou assimilés (intergénérationnels, alimentaires) ou d'ordre assurantiel (pensions d'invalidité...).



Bien que le revenu soit traditionnellement assimilé à la contrepartie de l'emploi, le graphique ci-dessus montre que déjà en 2010, les prestations sociales et transferts sociaux en nature (éducation, santé) dépassent le montant des revenus de l'emploi.

Si le second "âge des machines"² annonce la mise à pied plus rapide d'un nombre plus important de travailleurs que la 1^{ère} révolution industrielle, comment le revenu peut-il être réorganisé pour maintenir un niveau de vie décent des populations privées d'emploi ? Un revenu "public", universel, doit-il se substituer au revenu "privé" ? La part des transferts sociaux en nature doit-elle s'accroître, comme aux lendemains de la dernière guerre mondiale ? Seuls les revenus du patrimoine vont-ils se maintenir, comme aux siècles précédents ? Ou bien un nouveau modèle économique peut-il voir le jour : économie à la demande, coût marginal zéro ou économie du partage ?

Fabienne GOUX-BAUDIMENT

² Brynjolfsson, Erik, and Andrew McAfee. The Second Machine Age - Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies. New York: W. W. Norton & Company, 2014.

Programme

Introduction générale des travaux

Christine AFRIAT – Vice-Présidente de la Société Française de Prospective



Docteur en sciences économiques, Christine AFRIAT est spécialiste de la prospective, de l'évolution des métiers et des compétences et auteur de plusieurs ouvrages sur ce sujet. Après avoir été responsable de la prospective sociale et territoriale au Centre d'études et de prospective du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, elle a rejoint le Commissariat général du Plan pour animer le groupe interministériel « Prospective des métiers et des qualifications ». Elle est aujourd'hui chef de la mission « Analyse des relations sociales » à la DGRH du MENESR. Elle est vice-présidente à la vie associative de la Société Française de Prospective et membre de la Commission Prospective des organisations

Table ronde « COMPRENDRE »

Table-ronde animée par **ClaudeEmmanuel TRIOMPHE** - Secrétaire Général du site Metiseurope.eu



Ancien inspecteur puis directeur du travail, ClaudeEmmanuel Triomphe est fondateur de l'Université Européenne du Travail et co-fondateur et actuel délégué général de l'Association Travail, Emploi, Europe, Société (ASTREES, www.astrees.org) qui travaille sur les restructurations, le dialogue social, les conditions de travail et la responsabilité sociale en Europe. Il a été successivement maître de conférences à l'IEP Paris, à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et chargé de cours dans plusieurs universités. Il est expert pour le BIT et la Commission Européenne sur les relations du travail et la santé-sécurité. Il est également directeur de la publication en ligne « Metis – correspondances européennes du travail » www.metiseurope.eu

Vincent LORPHELIN



Vincent Lorphelin a fondé Venture Patents. Cette société aide les startups et PME innovantes à protéger leurs innovations d'usage et même leur business model grâce aux brevets. Conférencier, Vincent Lorphelin est aussi auteur de nombreux ouvrages dont « le Rebond économique de la France » (Editions Pearson) co-écrit par 85 entrepreneurs. Co-Président de l'Institut de l'Économie, il a également fondé le site les500.fr, palmarès des créateurs nets d'emplois.

Le modèle de plate-forme a fait le succès des géants d'Internet comme Google, Amazon, Facebook, Salesforce. Pourtant les dérives de ces plateformes sont dommageables pour la collectivité. Elles déstabilisent et dominent souvent les secteurs qu'elles investissent (musique, tourisme), qu'elles récupèrent les biens communs, qu'elles entretiennent une pression à la baisse sur les prix, qu'elles créent peu d'emplois et qu'elles transfèrent leurs bénéfices vers les paradis fiscaux. Un nouveau modèle plus souhaitable émerge : transposé dans le monde professionnel, les usages introduits par les plateformes a fait émerger de nouvelles pratiques managériales : l'animation de communautés sans hiérarchie, la gestion de coopérations synchrones ou différées, le dosage de la confiance, de la réputation et de la reconnaissance, l'équilibre entre objectif, règles et initiative.

Ce modèle émerge au point de convergence de ceux de la plate-forme et de l'entreprise 2.0 grâce à l'accumulation des innovations managériales explorées par les startups, et malgré l'immensité du territoire qu'il reste à défricher, le modèle de l'entreprise hyper-coopérative se dessine rapidement, ainsi que ses formidables implications sociales et économiques

Françoise COLAITIS



Françoise Colaitis est Déléguée Adjointe du pôle de compétitivité Cap Digital, association de 850 entreprises, 14 investisseurs et 80 laboratoires d'Ile de France travaillant dans le secteur des industries culturelles et créatives. Elle est en charge de la Stratégie du pôle, et de l'animation de ses différentes communautés marchés. La transformation numérique des secteurs aussi divers que l'éducation, la santé, la ville, l'entreprise ... fournit la toile de fond des actions du pôle en matière de soutien à la compétitivité via différents leviers : mise en relation, expertise, R&D collaborative, accompagnement de la croissance. Jusqu'en 2009, elle a occupé différentes positions au sein du groupe Orange, dans le management d'entités de R&D ainsi que dans des fonctions de direction stratégique.

L'entrée dans l'ère du numérique. Dans cette introduction, Françoise Colaitis met l'accent sur quatre des principaux piliers de la transformation numérique : la dématérialisation et le passage au tout numérique, qui s'étend aujourd'hui avec l'intelligence artificielle à la numérisation des savoirs; la connectivité généralisée des individus et des objets; la désintermédiation des acteurs traditionnels par les plateformes; les données massives (big data) qui nous font entrer dans l'ère des services hyper personnalisés. L'ampleur de ces transformations autorise à parler de révolution industrielle. Elle suscite espoir de croissance économique, et inquiétude de surveillance massive.

Patricia VENDRAMIN



Patricia Vendramin, docteur en sociologie, est directrice de recherche à la fondation « Travail- université » et professeure de sociologie à l'université de Louvain où elle enseigne à l'Institut des sciences du travail et à la Faculté ouverte de politique économique et sociale. Elle est l'auteur, avec Dominique Méda, de l'ouvrage « Réinventer le travail » publié aux Presses universitaires de France en 2013.

D'indigne et de méprisé, le travail est devenu, au cours des trois derniers siècles, le principal lieu d'investissement des énergies utopiques. Synonyme de torture et de souffrance au début du Moyen-âge, lorsque se forge le mot français, il a peu à peu revêtu les différentes significations dont il est aujourd'hui doté. Notre conception du travail est récente et éminemment moderne ; elle trouve ses racines dans plusieurs couches de signification, parfois contradictoires, qui se sont ajoutées au fil des siècles. Aujourd'hui, le travail est investi d'attentes importantes, dans de nombreux registres. Il est d'abord ce qui apporte la sécurité économique mais il est également valorisé pour les relations humaines qu'il permet et le lien social qu'il conforte. Il est aussi investi d'attentes fortes en termes d'épanouissement. L'augmentation de ces besoins expressifs liés au travail est soutenue par l'accroissement des niveaux d'éducation, notamment parmi les jeunes, et par l'arrivée massive et durable des femmes sur le marché du travail

Table ronde « ANTICIPER »

Table-ronde animée par **Christine AFRIAT** – Vice Présidente de la Société Française de Prospective

Amandine BRUGIERE



Amandine Brugière est directrice de projet à la FING. Après une formation en lettres et des premières expériences professionnelles dans les télécoms, Amandine Brugière a rejoint la Fing en 2008. Elle anime différentes réflexions prospectives sur les thèmes de l'allongement de la durée de la vie « Pluslonguelavie », de l'ouverture et du développement d'une culture des données « open data » « Infolab », des évolutions du travail « Digiwork ». Elle est parallèlement chargée d'enseignement vacataire à l'université Paris 13.

Depuis 2013, la FING anime une réflexion sur les transformations du travail, sous l'influence du numérique, explorant les évolutions du rapport des individus au travail : au regard des temps et des espaces de travail, des collectifs, et des formes de valorisation. Le numérique participe à désolidariser les différentes couches de sédiments de l'emploi (force de travail, protection sociale, rémunération, lien social), et en appelle à réfléchir à de nouveaux modèles d'organisation de l'activité.

Edwin MOOTOOSANY



Passionné par les nouveaux usages d'Internet et les mutations socio-économiques que cela induit, Edwin Mootoosany observe le développement de la consommation collaborative depuis 2008. Depuis 2012, il est le co-fondateur de OuiShare, think tank - do tank et communauté internationale qui œuvre pour l'émergence d'une société plus collaborative. Il est doctorant en sciences humaines au sein d'une des directions prospective de Renault. Il s'intéresse plus généralement à la manière dont Internet reconstruit notre façon de faire société.

Qu'est-ce que le travail à l'heure du numérique ? Après avoir contextualisé et développé une lecture particulière du constat nous essayerons d'apercevoir, dans les initiatives qui émergent, les prémices de ce que pourrait être le travail de demain. En effet, le développement des usages d'Internet, et notamment l'économie collaborative, a permis la diffusion de nouvelles formes de travail. Aujourd'hui nous observons de nouvelles organisations, que l'on pourrait appeler "coopératives numériques", qui viennent héberger ces nouvelles formes de travail.

Philippe LAZZAROTTO



Philippe Lazzarotto a exercé diverses responsabilités de management et d'expertise dans les fonctions techniques, commerciales, marketing, stratégie, développement durable, et responsabilité sociale aux différents niveaux de grands groupes de secteur de l'énergie. Il se consacre depuis plusieurs années plus spécifiquement aux ressources humaines pour attirer, recruter, accompagner les talents dans leur parcours professionnels. Il est aujourd'hui délégué Europe et International à la CFE-CGC Energies et membre actif du Lab jeunes d'ASTREES.

A partir de son expérience dans différents métiers au sein de grands groupes, de sa perception des attentes de jeunes étudiants et diplômés rencontrés en tant que recruteur ainsi que ses responsabilités syndicales dans le domaine Europe et International, Philippe Lazzarotto présentera sa vision des transformations en cours dans les grandes entreprises et chez les jeunes. Il restituera les résultats de l'atelier « Lab jeunes » piloté par l'Association ASTREES auquel il a contribué. Ce projet qui s'est déroulé sur plus d'un an a donné la parole aux jeunes de 15 à 30 ans pour recueillir leur vision du travail, de l'engagement professionnel et de l'entreprise de demain. Il s'est appuyé sur différentes réunions de groupes, une enquête en ligne auprès de 1200 jeunes, des échanges avec des responsables de différentes organisations. Il fait apparaître une relation au travail, aux entreprises, à l'engagement professionnel qui peut surprendre parfois par la remise en question totale des modèles économiques actuels et d'autres fois au contraire fait apparaître des jeunes, les pieds bien sur terre, ancrés dans la réalité et qui semblent résolus à y composer leur propre trajectoire.

Table ronde « PROPOSER »

Table ronde animée par **Martin RICHER** – Fondateur de Management & RSE



Diplômé d'HEC, Martin Richer a effectué la plus grande partie de son parcours dans le conseil et le marketing de solutions de haute technologie en France et aux Etats-Unis. Il a été directeur du marketing d'oracle Europe et a eu la responsabilité de Secafi, filiale d'Alpha conseil. Depuis 2012, il assure des fonctions de conseil dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises.

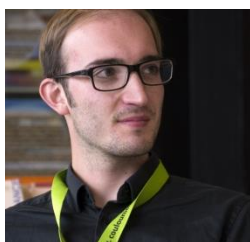
Sokha HIN



Sokha Hin a initié Call for team avec la ferme intention d'apporter sa contribution aux mutations sociales que nous sommes en train de vivre. Call for team est une startup qui organise des ateliers de concertation publique d'un nouveau genre pour imaginer ET mettre en œuvre des projets répondant à des problématiques de sociétés. Au-delà de la simple réflexion, Call for team constitue des équipes projets rassemblant citoyens, entrepreneurs et experts, incubent ces projets en les intégrant dans des processus d'économie circulaire et les accompagnent jusqu'à leur mise en œuvre commerciale, au travers d'un processus novateur. Call for team sert d'outil public pour recréer du lien social, redonner l'envie aux citoyens de croire en leurs aspirations, et en leur capacité d'agir.

Les propositions qui suivent ont toutes pour dénominateur commun l'entrepreneuriat comme réponse à la déconnexion revenu/travail. Toutes ces propositions sont déjà en cours d'implémentation par Call for team. La première proposition est que des structures privées ou des organisations publiques comme l'Etat soutiennent des porteurs de projet qui souhaitent s'investir dans la réalisation de projets d'entreprise porteur d'une grande éthique et répondant aux problèmes de société. La seconde proposition consiste à créer des partenariats avec des grands comptes et la dernière proposition porte sur la création d'un label d'entreprises responsables qui pensent le salaire comme le partage équitable des revenus générés par l'entreprise.

Stanislas JOURDAN



Stanislas Jourdan est co-fondateur du Mouvement Français pour un Revenu de Base. Diplômé d'école de commerce en 2011, son activité de blogueur l'emmène sur la voie du journalisme, puis de l'engagement militant pour le revenu de base inconditionnel, l'économie collaborative et la Démocratie Directe. En 2013, il organise l'initiative citoyenne européenne pour le revenu de base et parcourt l'Europe pendant près de deux ans pour organiser cette campagne, qui s'est clôturée début 2014 avec près de 300.000 signatures au compteur. Il est aujourd'hui coordinateur national du Mouvement Français pour un Revenu de Base, et fondateur du journal L'Inconditionnel qui développe l'idée du revenu de base.

Le revenu de base, revenu universel, ou allocation universelle est une ancienne idée qui revient au gout du jour. Il s'agit de donner un revenu à toutes les personnes, de manière strictement individuelle, tout au long de la vie, et ce quelles que soient leur activité. Quel que soit notre statut professionnel ou familial, nous recevons tous un revenu parfaitement déconnecté de l'emploi. Comment justifier moralement l'adoption d'une telle mesure ? Et quid de ses conséquences économiques ? De nombreux penseurs ont réfléchi sur cette question et ont réalisé des propositions pour parvenir à financer une telle mesure. Mais au bout du compte, la question n'est pas vraiment financière. Il s'agit avant tout de prendre conscience de la nature de la création de richesse et des diverses formes de contributions qui y prennent part.

Frédéric FONSALAS



Après une formation d'ingénieur (X79, Télécom 84), Frédéric Fonsalas s'est consacré à l'industrie "Consumer Electronics" et automobile, dans des fonctions de R&D, de gestion de grands comptes et d'innovation dans le domaine des interfaces homme - machine, du véhicule connecté. En 2010, il a animé un think tank dans le cadre de la société "à portée de mains" qu'il a créée en 2009 pour analyser les raisons de la crise de 2008, identifier les lignes de force et discerner les évolutions à venir. IL a également animé un projet de prospective territoriale sur la communauté d'agglomération "Rambouillet Territoires" de 2011 à 2014.

Frédéric Fonsalas suggère trois "pistes d'action"

1- pour répondre à la "Disparition du travail", nommer "travail" TOUT ce qui appartient au champ du travail, en partant du développement personnel, de celui de l'écosystème proche (famille) jusqu'aux écosystèmes plus larges ou globaux;

2- pour ce qui a trait à la "vocation de l'homme " comme "créature travaillante": centrer l'éducation sur 5 piliers d'importance équivalente, à développer tout au long de la vie et à reconnaître eux-mêmes comme du "travail": culture (histoire, philo, théologie...); développement du corps (sport, hygiène corporelle, alimentation, santé douce...); structuration mentale (maths, latin, grec, grammaire...); auto-entreprise (relationnel, techniques d'entrepreneuriat, gestion financière et non financière); dimension artistique ou artisanale;

3- repenser la rétribution du travail : trouver un équilibre entre un socle de revenu lié au point 2, qui revient à rémunérer le travail fait pour se développer ; suggérer un revenu lié au travail dans l'écosystème proche : famille (éducation des enfants, soin des plus faibles...); le développement de rémunérations sur la base d'échanges non monétaires ; des revenus "classiques" associés au travail sur l'écosystème large, qui sont probablement de plus en plus liés à la valeur ajoutée diffusée sur / utilisée par le réseau mondial (auto entrepreneuriat généralisé)

Conclusion

Fabienne GOUX-BAUDIMENT – Président de la Société Française de Prospective



Diplômée de sciences politiques et docteur en sociologie, Fabienne GOUX-BAUDIMENT est directeur du bureau d'étude, de recherche et de conseil en prospective proGective. Sa principale activité est d'accompagner les décideurs dans leur démarche prospective, en France et à l'étranger. Parallèlement, elle est professeur associé en Prospective et Innovation à l'Institut des Sciences et des Techniques de l'Ingénieur (ISTIA) à Angers. Ses travaux de recherche sont à l'origine de nombreux articles, communications et ouvrages, dans plusieurs langues (cf. www.progective.com). Ancien président de la World Futures Studies Federation (2005-2009), elle préside aujourd'hui la Société Française de Prospective.